

50136

Distr.
LIMITEE

ECA/SDEHSD/IYY/83/WD.2
Juin 1983

Original: ENGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion régionale sur l'Année internationale
de la jeunesse
Participation-Développement Paix
Addis-Abéba, 20-24 juin 1983

PROJET DE PLAN D'ACTION REGIONAL EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

PROJET DE PLAN D'ACTION REGIONAL EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

Table de matières

	Paragraphe	Pages
I. Objectifs et Généralités	1 - 3	1 - 3
II. Stratégie générale	4 - 11	4
III. Première Phase (1983-1984)	12 - 79	4 - 17
A l'échelle nationale		
(a) Coordination	12 - 13	4 - 5
(b) Diagnostic	14 - 16	5 - 6
(c) Structuration de la participation des jeunes	17 - 18	6
(d) Elaboration de politiques nationales en faveur de la jeunesse	19 - 68	7 - 14
- La jeunesse et la société	21 - 24	7
- La jeunesse et la mise en valeur de res- source humaines.....	25 - 30	7 - 8
- La jeunesse et la promotion de l'emploi..	31 - 45	8 - 10
- La jeunesse, la Santé et l'Environnement..	46 - 54	10 - 11
- La jeunesse et la culture	55 - 59	12
- La jeunesse et la Criminalité	60 - 62	12 - 13
- La jeunesse, les Sports et les Loisirs....	63 - 66	13
- La jeunesse et la paix	67 - 68	13 - 14
A l'échelle régionale et sous-régionale	69 - 77	14 - 17
A l'échelle internationale	78	17
IV. Deuxième phase (1985)	79 - 85	18
A l'échelle nationale	79 - 80	18
(a) Planification à long terme	79	18
(b) Activités pour l'Année internationale de la jeunesse (1985)	80	18 - 20
A l'échelle régionale et sous régionale	81 - 82	20
A l'échelle internationale	83 - 85	20 - 21
V. Troisième Phase: 1986 - 1985	86 - 89	22

PROJET DE PLAN D'ACTION REGIONAL EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

I. OBJECTIFS ET GENERALITES

A. OBJECTIFS

1. Le Plan d'action régional en faveur de la jeunesse a pour objectif la promotion de mesures visant à préparer les jeunes à participer activement à tous les domaines du développement national, à les faire bénéficier d'un enseignement meilleur, à améliorer leurs conditions de vie et leur situation professionnelle et à optimiser leur contribution au processus de développement par la mise en application de politiques nationales coordonnées portant sur l'ensemble des problèmes de la jeunesse. La portée de ces mesures et la nécessité de les mettre à exécution rapidement doivent s'appliquer pareillement à tous les pays africains.
2. Le présent projet énonce des principes directeurs relatifs à l'orientation générale et au champ des activités à entreprendre avant, pendant et après l'Année internationale de la jeunesse. Les participants à la réunion devront examiner ces propositions et élaborer un plan d'action régional à partir des objectifs de l'Année, ainsi qu'un programme concret de mesures et d'activités à l'échelle nationale, sous régionale et régionale en vue de la préparation et de la célébration de l'Année.

B. GENERALITES

3. En Afrique, la majorité de la population est d'un âge peu élevé: 64% 100 ont moins de 25 ans: ceux que l'on définit comme "jeunes" (de 15 à 24 ans) constituent 19% 100 de la population. La courbe démographique indique que, en l'an 2000 et compte tenu de la baisse probable de la natalité, le nombre de personnes de moins de 25 ans diminuera légèrement (63,5% 100); toutefois, le nombre des jeunes, (entre 15 et 24 ans) augmentera légèrement (19,7% 100) 1/. Dans la plupart des pays africains, une part très importante de la jeunesse n'a pas ou presque pas accès à l'enseignement. Parmi eux se trouvent les jeunes non scolarisés, qui sont dans une large mesure, analphabètes et sont très nombreux dans les zones rurales de beaucoup de pays africains; ceux qui, en nombre croissant, quittent le système d'enseignement à un certain niveau (notamment dans le primaire et dans le secondaire); et, enfin, ceux qui abandonnent l'école avant d'avoir pu bénéficier d'un enseignement suffisant. Etant sans instruction, ces jeunes ne possèdent pas les qualifications nécessaires pour devenir soit des travailleurs indépendants, soit des travailleurs salariés; d'autre part, étant donné que le peu d'instruction qui leur est dispensé est de nature formelle et souvent académique, la plupart de ces jeunes sont peu préparés aux responsabilités économiques et sociales dont ils se voient chargés assez tôt dans la vie.

4. Les données relatives à l'exode rural en Afrique montrent que la jeunesse forme la majorité de ceux qui sont susceptibles d'émigrer vers les zones urbaines.

1/ United Nations. Demographic indicators of countries. Estimates and projections as assessed in 1980.

Parmi les raisons qui poussent de nombreux jeunes à émigrer vers la ville à la recherche d'emplois inexistant, on peut citer les aspirations utopiques à des emplois en dehors des zones rurales et, plus spécifiquement, à des emplois hors du secteur agricole, entretenues non seulement par les jeunes eux-mêmes, mais encore par leurs familles et par les communautés dont ils font partie. L'attraction des villes et des centres urbains joue aussi dans le même sens.

5. Les différences notoires, en Afrique, entre la vie en zone rurale et la vie urbaine contribuent grandement à ce phénomène. C'est dans les villes et dans les centres urbains que sont concentrés la plupart des instituts d'enseignement, des services de santé, des services de distribution d'eau et d'électricité, des routes couvertes et des lieux de récréation et de loisir. La majeure partie du personnel d'enseignement et des experts se trouve dans les centres urbains. Ainsi, l'infrastructure matérielle et les compétences nécessaires pour insuffler un esprit de développement parmi les communautés rurales sont hors de portée de la majorité des populations rurales africaines. Il s'ensuit que la situation des jeunes non scolarisés, et notamment celle des jeunes filles, est indissociable de la situation générale de chacun des pays africains, laquelle est, à son tour, fonction des forces sociales, économiques et politiques dominantes. Si l'on n'améliore pas de façon substantielle la situation déplorable des zones rurales et si l'on ne réduit pas le fossé entre les conditions de vie en zone rurale et celles en zone urbaine, la jeunesse africaine continuera d'émigrer vers les villes et les centres urbains. Compte tenu de cette situation, il n'est pas surprenant que les jeunes générations africaines veuillent fuir cette vie monotone et rebutante ainsi que les responsabilités familiales auxquelles ils ne peuvent faire face ni sur le plan économique, ni sur le plan psychologique, ni sur le plan émotionnel.

6. Dans le cadre des efforts déployés en vue de dispenser un enseignement à un plus grand nombre d'enfants en âge d'être scolarisés, un certain nombre de pays africains procèdent à la révision de leurs politiques scolaires afin d'allouer des fonds budgétaires encore plus importants à l'extension des infrastructures d'enseignement. Certains d'entre eux placent plus que jamais l'accent sur l'accroissement du nombre des écoles en zone rurale; un plus grand nombre de pays réclament une révision des programmes scolaires afin de les adapter aux besoins de l'Afrique et notamment à ceux des communautés rurales. On peut donc dire qu'il existe une volonté d'améliorer l'enseignement, et en particulier l'enseignement de type scolaire, aussi bien qualitativement que quantitativement. Toutefois, ces mesures, en elles-mêmes positives, ont certaines répercussions. C'est ainsi que l'élargissement de l'accès à l'enseignement, s'il ne s'accompagne pas d'un accroissement correspondant du marché du travail, n'offre pas de solution adéquate à la situation des jeunes qui ont quitté l'école. La nature des économies des pays africains est telle que peu d'entre elles connaissent un taux de croissance proportionnel à l'accroissement de la population active; leur capacité d'absorption est donc très limitée. Les emplois, d'ailleurs en nombre restreint, du secteur moderne sont hors de portée de la plupart de ces jeunes non qualifiés, étant donné que le critère principal permettant d'accéder au marché de l'emploi est toujours fonction du niveau d'instruction et des diplômes. En outre, le secteur non structuré qui pourrait offrir des solutions de rechange, ne reçoit pas de la part des planificateurs, l'attention qu'il mérite. Il semble

donc que le nombre croissant de diplômes du Système scolaire de type classique dans les pays africains entraîne un accroissement du nombre des jeunes chômeurs non qualifiés, ce qui pourrait conduire, à long terme, à une situation explosive et à une instabilité politique et sociale.

7. C'est sur cette toile de fond qu'il faut examiner la situation de la jeunesse en Afrique. La situation des jeunes filles et des jeunes femmes mérite une attention particulière. Les données disponibles sur l'enseignement montrent que, à quelques exceptions près, le nombre des filles inscrites dans les écoles est, dans la plupart des pays africains, moins élevé que celui des garçons. Des facteurs d'ordre social, culturel et religieux sont responsables du fait que les filles restent à la maison alors que leurs frères vont à l'école. La faiblesse des ressources économiques et les conventions et traditions relatives à la place de la femme dans la société font que les parents accordent leur préférence à l'éducation des garçons. Le système d'enseignement hérité par la plupart des Etats africains de la période coloniale mettait l'accent sur l'éducation des garçons en vue d'en faire des administrateurs, des artisans et des commerçants; il a donc contribué non seulement au déséquilibre entre les deux sexes en ce qui concerne les chances d'accès à l'enseignement et à la formation, mais aussi à l'élaboration de programmes scolaires sexistes qui sont, dans de nombreux cas, toujours en vigueur. En outre, les données montrent que les taux d'abandon sont plus élevés parmi les filles que parmi les garçons et que seul un nombre relativement restreint de filles, par rapport à celui des garçons, est susceptible d'avoir accès à l'enseignement supérieur. Toutes ces observations font ressortir que les jeunes filles et les jeunes femmes constituent une proportion importante de la jeunesse non scolarisée. On pourrait alléguer que, ces jeunes filles et jeunes femmes faisant partie, au même titre que les garçons, de la catégorie des jeunes, leur situation et leurs besoins ne sont pas différents de ceux des garçons et donc qu'il n'est pas nécessaire de leur accorder un traitement particulier. Toutefois, les normes sociales, les institutions, les modes de comportement, les aspirations et les pratiques qui prédominent dans les pays africains ont défavorisé les filles et ont contribué à leur retard dans de nombreux domaines.

8. Légalement, il ne peut ne pas exister d'obstacle à l'accès des jeunes filles non scolarisées à la formation professionnelle et technique en vue de les préparer à faire leur entrée sur le marché de l'emploi. Toutefois, il existe en pratique, un certain nombre d'inégalités, aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif, quant à la répartition des chances d'accès à la formation. On dispense en général aux jeunes filles une formation dans des domaines traditionnellement "féminins" dont certains n'offrent que des débouchés économiques extrêmement limités. Cette situation est illustrée par le fait que les cours de formation ne sont pas tous mixtes et que, même dans certains des instituts de formation qui sont théoriquement mixtes, il existe toujours des cours différents pour les garçons et pour les filles. Les filles n'ont qu'un choix restreint du fait même de la formation inadéquate qu'elles reçoivent dans le système scolaire: leur accès par la formation et l'emploi aux professions traditionnellement "masculines" est limité dès le départ.

II. STRATEGIE GENERALE

9. La stratégie générale adoptée par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'Année internationale de la jeunesse est une stratégie à long terme visant à promouvoir la participation de la jeunesse dans tous les domaines du développement social, économique, culturel et politique de leur pays.

10. Cette stratégie à long terme sera progressivement mise en place en trois phases principales:

a) Au cours de la phase initiale, avant 1985, les éléments de base nécessaires à la planification et à la coordination à long terme seront mis en place ou renforcés:

- i) Mécanisme de coordination;
- ii) Diagnostic de la situation de la jeunesse;
- iii) Structuration de la participation de la jeunesse.

Pendant cette période seront élaborés et testés des politiques et des programmes en faveur de la jeunesse dans le cadre de la planification nationale du développement:

b) Au cours de la deuxième phase (1985), qui sera une phase d'évaluation et de renforcement, on procédera aux activités suivantes:

- i) Evaluation des progrès accomplis lors de la première phase et renforcement des politiques et plans d'action à long terme;
- ii) Organisation manifestations et activités pour la célébration de l'Année internationale de la jeunesse pour mettre en valeur les démarches coordonnées et novatrices en vue de la participation de la jeunesse au développement;

c) La troisième phase sera une phase d'exécution, d'évaluation et de révision, à l'échelle nationale, des politiques et de la planification en faveur de la jeunesse, en tant que processus permanent de développement, au cours de la décennie 1986-1995.

11. Cette stratégie sera appliquée à l'échelle nationale, sous-régionale, régionale et internationale.

III. PREMIERE PHASE (1983-1984)

A. A l'échelle nationale

a) Coordination

12. Les gouvernements africains doivent mettre place ou, le cas échéant, renforcer

un mécanisme de coordination pour l'élaboration et l'exécution de leurs politiques nationales en faveur de la jeunesse dans le cadre du processus de planification nationale du développement. Cette structure de coordination (qui peut être une commission, un conseil, etc.) doit répondre aux critères suivants : elle doit se situer le plus haut possible dans la hiérarchie administrative et son mandat doit traduire la volonté du gouvernement à oeuvrer résolument en faveur de l'exécution de la stratégie; elle doit permettre la participation de tous les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux intéressés; elle doit veiller à ce que la jeunesse fasse entendre sa voix par une participation à la fois directe et indirecte; elle doit être décentralisée afin que les situations particulières à chaque région du pays soient prises en compte de façon adéquate; enfin, ce doit être une structure permanente.

13. Ce mécanisme de coordination doit être soutenu par un service technique administratif pourvu au minimum des ressources humaines et matérielles nécessaires à son fonctionnement. Il doit être l'organisme responsable, à l'échelle gouvernementale, de toutes les activités liées à l'Année internationale de la jeunesse.

b) Diagnostic

14. Dans chaque pays, le gouvernement doit établir un diagnostic de la situation des jeunes. Ce diagnostic doit se baser sur toutes les données disponibles; lorsque celles-ci manquent, il faut prévoir des études, des enquêtes et des activités de recherche en vue d'obtenir des informations et en tenant compte des besoins de planification aussi bien à court terme qu'à long terme.

15. Ce diagnostic doit tenir compte des politiques et des stratégies globales de développement du pays ainsi que de leurs effets actuels et à long terme sur la situation de la jeunesse et donc de leur pertinence pour ce secteur de la population sur lequel repose, dans une large mesure, l'avenir du pays. Une telle évaluation doit se faire dans le cadre de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos.

16. A l'échelle nationale, le diagnostic doit comprendre notamment les éléments suivants:

a) Une définition de la notion de "jeunesse" dans le cadre du contexte social, économique et culturel ainsi que l'identification des diverses catégories de jeunes en vue de répondre à leurs besoins particuliers. Pour cela on peut choisir divers critères: appartenance géographique (zone urbaine-zone rurale), instruction (niveau d'enseignement ou de formation atteint), groupe d'âge, sexe, appartenance à un groupe socio-économique, handicaps physiques, mentaux ou sociaux;

b) Un profil statistique de la jeunesse, selon le sexe et, autant que possible, par catégorie, basé sur les indicateurs suivants : démographie, migration, enseignement et formation, participation au secteur économique (emploi, chômage, sous-emploi, etc.), santé (y compris santé mentale), infirmités, délinquance, utilisation abusive de drogues, participation à des associations (clubs, syndicats, etc.), activités d'ordre culturel, politique (partis politiques, institutions gouvernementales locales, etc.), religieux, scientifique, sportif et autres;

c) Une étude des besoins et des aspirations des diverses catégories de la jeunesse tels qu'ils sont exprimés par les animateurs des organisations de jeunesse et leurs aînés au cours, notamment, de réunions, discussions et interviews, et tels qu'ils ressortent d'enquêtes sur le comportement des jeunes;

d) Une étude de la famille et de son rôle traditionnel dans la socialisation de la jeunesse, de la manière dont ce rôle a été modifié par la modernisation et des nouvelles relations entre la jeunesse et la culture, aussi bien dans ses aspects positifs que négatifs;

e) Une étude, chaque fois que cela est possible, des formes traditionnelles d'organisations de jeunesse en vue d'en adapter les éléments pertinents ou d'en tirer profit;

f) Un examen des divers programmes gouvernementaux et non-gouvernementaux en faveur de la jeunesse, des politiques explicitement ou implicitement contenues de ces programmes, des ressources disponibles pour leur exécution, de leur coordination, des catégories et du nombre de jeunes qu'ils concernent et de l'adéquation de ces programmes aux besoins de la jeunesse et de la société.

g) Un examen des politiques, législations et règlements en vigueur relatifs au statut des jeunes en tant que citoyens et de leur relation aux diverses institutions sociales, économiques et politiques (autorité familiale et parentale, mariage, propriété, propriété de la terre, travail, institutions pénales, défense nationale, service national, droit de vote, syndicats, coopératives, institutions de crédits, institutions politiques, etc.).

c) Structuration de la participation de la jeunesse

17. Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures en vue de rompre l'isolement de nombreux jeunes, isolement qui les empêche de prendre une part active à de nombreux domaines du développement et de bénéficier des services offerts par les institutions de développement. A cet effet, les autorités doivent encourager et soutenir les groupements de jeunes, quelle que soit la structure qui corresponde le mieux aux conditions culturelles sociales et économiques du pays et à la situation et aux besoins particuliers des diverses catégories de la jeunesse. Les données et les renseignements obtenus lors de l'élaboration du diagnostic doivent permettre d'identifier le genre de structure qui convient le mieux.

18. Quoi qu'il en soit, il faut veiller à ce que les structures des groupements de jeunes favorisent la coopération de la jeunesse avec d'autres secteurs de la société et ne constituent pas un facteur supplémentaire d'isolement; il faut également que ces structures offrent à tous les jeunes la possibilité d'en devenir des animateurs. Elles doivent en outre devenir l'un des principaux moyens, pour la jeunesse, d'exprimer ses besoins et ses aspirations et de participer pleinement aux politiques de développement national.

d) Elaboration de politiques nationales en faveur de la jeunesse

19. Il faut créer, ou, le cas échéant, renforcer, un mécanisme permettant le suivi, l'évaluation et l'examen effectifs des politiques et des programmes nationaux en faveur de la jeunesse en vue d'améliorer leur efficacité.

20. Sur la base du diagnostic établi, à l'échelle nationale, de la situation de la jeunesse, les pouvoirs publics doivent, dans le cadre des structures de coordination créées à cet effet, entreprendre l'élaboration de politiques nationales en faveur de la jeunesse ainsi que celle de plans et de programmes pour l'exécution de ces politiques dans le cadre des plans nationaux de développement. Au cours de ce processus d'élaboration, il convient de tenir compte des orientations ou des éléments suivants:

i) La jeunesse et la société

21. Les pouvoirs publics doivent élaborer une "charte de la jeunesse" qui définira la place et le rôle de la jeunesse dans la société; ses droits, ainsi que les devoirs de la société envers elle; les espoirs que la société place dans la contribution de la jeunesse à l'unité et à l'indépendance du pays, à la paix et au développement; et, enfin, le rôle des jeunes dans la préservation et la transmission des valeurs culturelles et des traditions essentielles de leur communauté.

22. Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures en vue d'aider la famille à s'adapter aux nouvelles conditions socio-économiques et à renforcer son rôle en matière d'éducation, d'orientation et de socialisation de la jeunesse. Les départements chargés de l'éducation, de la protection sociale, du développement communautaire, de la santé, de la jeunesse et de la culture doivent, en coopération avec les chefs traditionnels, les associations de parents, les organisations féminines, les groupements de jeunes et les médias, élaborer à cet effet des stratégies et des programmes coordonnés.

23. Il faut examiner, à la lumière des conditions économiques et sociales actuelles, celles des traditions qui conditionnent la situation et le rôle de la jeunesse dans la société et leur accès aux responsabilités sociales. Il faut particulièrement se pencher sur les traditions relatives au mariage, à la propriété foncière, à l'héritage, à la participation à la prise de décisions et à la manière dont tout cela a une incidence sur la situation des jeunes gens et des jeunes femmes.

24. Les pouvoirs publics doivent souscrire à tous les instruments internationaux et régionaux relatifs à la jeunesse adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine et les respecter.

ii) La jeunesse et la mise en valeur des ressources humaines

25. Les pouvoirs publics doivent élaborer, dans le cadre du Plan d'action de Lagos, une politique de mise en valeur des ressources humaines qui tiennent particulièrement compte des jeunes. Il faut réévaluer la pertinence des divers programmes d'enseignement et de

de formation par rapport aux politiques, stratégies et programmes de développement des différents secteurs de l'économie et en améliorer la coordination.

26. Les pouvoirs publics doivent renforcer leurs efforts en vue de permettre à tous les jeunes d'avoir accès à l'enseignement élémentaire et de veiller à ce que cet enseignement corresponde à leur environnement culturel et social et puisse les préparer à assumer leurs responsabilités économiques et sociales au sein de la nation. Il convient de promouvoir, à travers des structures traditionnelles ou modernes, la participation de la communauté pour veiller à ce que l'enseignement réponde à ces besoins.

27. Il faut réévaluer, à tous les niveaux, la contribution des établissements d'enseignement au développement de la société, de l'échelle communautaire à l'échelle nationale. Le rôle de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire (aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine) ainsi que celui de l'université doivent être examinés. Des programmes d'assistance aux jeunes non scolarisés par des jeunes ayant reçu une certaine instruction doivent faire l'objet d'études et, si nécessaire de révisions.

28. Il convient d'accorder une attention particulière à la nécessité d'offrir aux jeunes filles des chances égales en matière d'accès à l'enseignement, à la formation et à l'emploi; il faut veiller à ce qu'on ne les oriente pas uniquement vers des domaines répondant à une vision traditionnelle ou stéréotypée du rôle de la femme dans la société.

29. Des mesures particulières doivent être prises en vue de permettre aux jeunes handicapés d'avoir accès à un enseignement et à une formation adaptés à leurs capacités en vue de leur intégration optimale à tous les aspects du développement, comme tous les autres jeunes.

30. Les plus grands efforts doivent être entrepris en vue de répondre aux besoins des jeunes réfugiés en matière d'enseignement et de formation afin de permettre leur intégration dans le pays d'accueil ou leur retour dans leur propre pays.

iii) La jeunesse et la promotion de l'emploi

31. Les pouvoirs publics doivent, à long terme, réviser leurs stratégies de développement en vue d'accorder à l'accès à l'emploi et aux activités génératrices de revenus la haute priorité qui leur revient. Cette révision doit se placer dans le cadre des politiques adoptées à Monrovia et à Lagos ainsi que dans celui de la nouvelle stratégie internationale de développement. Il faut accorder une attention accrue au rôle de la jeunesse dans les divers secteurs du développement.

32. Les départements chargés du secteur agricole doivent réviser leurs politiques et programmes de formation et de vulgarisation afin que les jeunes villageois soient formés

aux techniques modernes et qu'ils soient suivis et soutenus par les moniteurs chargés de la vulgarisation afin que la formation qu'ils ont reçue soit efficace.

33. Les stratégies de développement rural (y compris de développement agricole) doivent être axées sur la jeunesse, l'avenir des zones rurales dépendant de ce groupe. Il convient de réduire le fossé qui sépare l'enseignement scolaire de la réalité sociale ainsi que le laps de temps qui s'écoule entre le moment où les jeunes quittent l'école et celui où la société rurale accepte de leur confier un rôle significatif; cela peut se faire à travers des activités organisées engageant l'ensemble de la communauté et les spécialistes du développement conformément aux besoins essentiels et aux aspirations de la jeunesse.

34. Il faut favoriser les activités génératrices de revenus pour les jeunes dans les zones rurales, que ce soit dans l'agriculture, l'élevage, les petites industries ou les services. Les divers secteurs connexes doivent faire l'objet d'une étude; les activités des institutions pertinentes doivent être coordonnées en vue d'éliminer les obstacles dus notamment au système foncier et à la législation sur les prêts et de faire en sorte que les jeunes qui veulent se lancer dans des activités génératrices de revenus bénéficient, à tous les niveaux (de la formation à la commercialisation), de toute l'assistance requise.

35. Il faut effectuer des études en vue de déterminer le genre d'association qui permette au mieux aux jeunes d'entreprendre ensemble de telles activités (syndicats, coopératives, entreprises de jeunes, etc.).

36. Il faut accorder une attention particulière à la condition de jeunes filles dans les zones rurales et veiller à ce qu'elles bénéficient d'une chance égale de jouer un rôle significatif et constructif dans tous les domaines du développement; elles doivent non seulement participer activement au processus de développement mais encore en tirer profit.

37. Afin que l'approche définie ci-dessus soit efficace, il faut élaborer des politiques nationales sur le rôle de la jeunesse dans le développement rural et ce dans le cadre des politiques globales en faveur de la jeunesse. Ces politiques doivent définir le rôle et les responsabilités de chacun des départements intéressés: enseignement, agriculture, développement rural, développement communautaire, santé, commerce, industrie, planification, affaires sociales, institutions de crédit et de commercialisation à l'intention des jeunes, etc.; il faut veiller à ce que la communauté et le secteur privé ainsi que les groupements de jeunes au niveau du village participent à ces politiques.

38. Il faut mettre en place, à l'échelle du village ou du district, des mécanismes reliés aux mécanismes nationaux de coordination en vue de coordonner les activités des institutions mentionnées ci-dessus.

39. Chacune de ces institutions doit tenir compte des responsabilités sectorielles de la jeunesse dans le cadre de sa propre politique sectorielle et accorder aux jeunes une place prédominante dans les plans et les programmes qu'elle élabore. Les politiques relatives au rôle de la jeunesse dans le développement rural deviendront ainsi partie intégrante des politiques nationales de développement rural.

40. La promotion de l'emploi des jeunes dans les zones urbaines doit également faire l'objet d'une approche intégrée et coordonnée et constituer l'élément principal des politiques de promotion de l'emploi, à l'échelle du gouvernement, des institutions intéressées et des services de soutien (formation, organisation, gestion, crédit, commercialisation, etc.).

41. Il faut étudier la possibilité de mettre en oeuvre des projets à haute intensité de travail lorsqu'il n'existe pas d'autre possibilité d'assurer un revenu à un grand nombre de jeunes; cela s'applique notamment aux pays qui connaissent une agriculture saisonnière et donc de longues périodes d'inactivité.

42. La situation des jeunes employés dans les secteurs structurés et non structurés doit faire l'objet d'une étude afin de prévenir leur exploitation, aussi bien du point de vue de leur âge que de leur sexe. Les départements chargés du Travail, des affaires sociales, de la santé et de la jeunesse, ainsi que les syndicats, les organisations de jeunesse et les organisations féminines, doivent coopérer en vue d'étudier cette situation et d'y porter remède. Il faudra, si nécessaire, procéder à la révision des législations pertinentes.

43. Il convient d'accorder une attention particulière à la condition et aux besoins des jeunes travailleurs migrants.

44. Des mesures doivent être prises afin que les jeunes handicapés puissent bénéficier d'une égalité des chances. C'est ainsi que, par exemple, il faut adopter des mesures d'ordre juridique et administratif en vue de réserver, dans le secteur public, des postes de travail pour les handicapés et d'encourager les jeunes handicapés à acquérir une formation dans le cadre de leurs capacités.

45. Il faut entreprendre tous les efforts possibles pour permettre aux jeunes réfugiés de trouver leur place dans la vie économique du pays d'accueil.

iv) La jeunesse, la santé et l'environnement

46. Il faut définir une politique relative aux besoins et au rôle de la jeunesse dans le cadre d'une politique nationale de développement des services de santé et l'intégrer aux politiques nationales en faveur de la jeunesse.

47. Il faut entreprendre, dans chaque pays, une étude des besoins particuliers des jeunes adolescents, garçons et filles, en matière de santé aussi bien physique que mentale. Cette étude doit tenir compte des conditions différentes que connaissent chacune des catégories de jeunes et des facteurs qui peuvent influencer sur leur santé physique et mentale (environnement matériel et social, conditions de travail, logement, etc.).

48. Des programmes d'orientation et de conseils en matière d'éducation sanitaire pour les jeunes doivent être planifiés et organisés en coopération avec, notamment, les départements chargés de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, du Travail et de la jeunesse ainsi que des organisations féminines et des organisations bénévoles intéressées. Il faut insister particulièrement sur l'éducation familiale, y compris l'éducation sexuelle. Les méthodes utilisées doivent permettre de dépasser les interdits traditionnels et de s'assurer la coopération des familles. Ces programmes doivent également encourager un comportement sexuel réfléchi de la part des jeunes. Les pratiques traditionnelles qui revêtent un caractère positif doivent être maintenues et intégrées aux programmes d'éducation sanitaire.

49. Il faut élaborer des programmes qui renforcent l'image positive que les jeunes filles peuvent se faire d'elles-mêmes. Cela doit être entrepris en coopération avec les ministères intéressés, les organisations de jeunesse et les médias.

50. Des programmes de conseils et d'assistance aux jeunes femmes enceintes et jeunes mères célibataires doivent être mis sur pied afin de les aider à réintégrer leurs familles, achever leurs études, disposer d'une source de revenus régulière, ne plus subir d'exploitation et retrouver leur dignité et le respect de la communauté.

51. Des efforts doivent être entrepris en vue de mettre des logements sociaux à la disposition des jeunes mères célibataires qui doivent émigrer vers la ville pour suivre des cours ou trouver un emploi.

52. Chaque fois que cela est nécessaire, il faut effectuer des études pour déterminer les causes de l'usage abusif de drogues parmi les jeunes, les formes que revêt cet usage et les mesures à prendre pour y remédier.

53. Des plans doivent être élaborés, en coopération avec les départements intéressés, les organisations de jeunesse, les organisations féminines et les organisations bénévoles, en vue d'encourager une participation massive des jeunes à la promotion des soins de santé élémentaires dans la communauté dont ils font partie. De même, la participation des jeunes à la protection de l'environnement doit être encouragée (assainissement de l'environnement, plantation d'arbres, etc.).

54. Des règlements et des mesures doivent être adoptés, dans le cadre de l'aménagement urbain, afin que des espaces suffisants soient réservés aux loisirs et aux activités sportives et soient équipés à cet effet.

v) La jeunesse et la culture

55. L'étude de l'héritage national doit constituer un élément important de tous les programmes d'enseignement, de type classique ou non, destinés aux jeunes.
56. Il faut également étudier les organisations communautaires traditionnelles, leur rôle et leur fonction, la place et le rôle qu'elles accordent à la jeunesse et la façon dont elles peuvent répondre aux besoins actuels.
57. Les chefs traditionnels, les spécialistes, les animateurs des organismes de jeunesse, des organisations culturelles et des organisations féminines doivent coopérer afin de définir les notions de "tradition" et de "modernisme", d'identifier les caractéristiques essentielles de leur culture et d'en faire des éléments dynamiques du progrès social. Des débats sur cette question doivent être organisés à tous les niveaux et en coopération avec les médias.
58. Les organisations de jeunesse doivent encourager et aider les jeunes à consigner tout ce qui a trait au passé et notamment à mettre par écrit les légendes contées par leur aînés et à apprendre les cérémonies, les danses, les chants, les arts, et les jeux traditionnels. Il faut organiser des festivals de culture nationale auxquels participeront aussi bien les jeunes que les adultes.
59. Il faut organiser des concours (contes, romans, pièces de théâtres, chansons, arts plastiques, etc.) pour les oeuvres produites par les jeunes et se rapportant à leurs traditions ou à leur situation actuelle. De même, les jeunes doivent être encouragés à participer à la restauration et à la conservation des sites et monuments historiques de leur pays.

vi) La jeunesse et la criminalité

60. Il convient d'examiner les lois relatives à la protection des mineurs et au traitement des jeunes délinquants et, si nécessaire, de les réviser compte tenu de l'évolution de la situation sociale de la jeunesse.
61. Les départements chargés de la justice, de l'éducation, de la protection sociale, de la santé, de la jeunesse, de la police et du développement communautaire, ainsi que les municipalités, les organisations de jeunesse, les organisations féminines et les organisations bénévoles, doivent coopérer en vue d'effectuer les études requises et élaborer de nouvelles stratégies coordonnées pour la prévention et le traitement de la délinquance juvénile, stratégies fondées sur une politique de participation active des familles et de la communauté afin que l'internement ne soit pas la règle mais l'exception. Si l'internement est jugé nécessaire, les plus grands efforts doivent être entrepris afin que le délinquant demeure en contact étroit avec sa famille et qu'il puisse bénéficier de programmes de conseils et de rééducation (enseignement, formation, travail, loisirs, etc.) qui faciliteront sa réinsertion dans la société.

62. Quoiqu'il arrive, les jeunes doivent être protégés contre toute forme de mauvais traitements et leurs droits doivent être respectés et maintenus.

vii) La jeunesse, les sports et les loisirs

63. Les pouvoirs publics doivent encourager le développement des activités sportives pour les jeunes dans le cadre d'une politique sportive à l'intention de l'ensemble de la population et accorder la priorité à la participation des masses plutôt qu'à la promotion d'une petite élite d'athlètes.

64. Il faut s'attacher tout spécialement à développer les activités sportives et récréatives dans les zones rurales, dans le cadre d'une politique de développement rurale visant à améliorer les conditions de vie des jeunes. Une attention particulière doit être accordée à la participation des jeunes femmes, dont bien souvent on ne tient pas compte, du fait des contraintes qui leur sont imposées par leurs devoirs domestiques ou de la priorité accordée aux sports "Virils" (comme, par exemple, le football).

65. Les jeux et les sports traditionnels qui conviennent particulièrement à la situation en zone rurale doivent faire l'objet d'études et si nécessaire, être revus ou adaptés et promus au rang de sport national grâce à l'organisation de championnats nationaux. Si des jeux traditionnels sont communs à plusieurs pays, il convient d'organiser des compétitions internationales.

66. Il faut prendre des mesures spéciales pour encourager la participation des jeunes handicapés aux activités récréatives de la jeunesse et en particulier aux sports. Dans les cas où cela se révèle impossible, des arrangements particuliers doivent être pris à l'intention de ces jeunes.

viii) La jeunesse et la paix

67. La promotion des idéaux de paix et de compréhension mutuelle entre les jeunes doit être un élément essentiel des politiques nationales en faveur de la jeunesse. Le ministère de l'enseignement, les universités, les organisations de jeunesse, les médias et toutes les organisations culturelles ou bénévoles doivent collaborer en vue de l'élaboration de programmes et de politiques visant à renforcer les activités scolaires et extra-scolaires en ce domaine. Il convient de mettre l'accent sur l'élimination de toutes les formes de préjugés et de discrimination, qu'ils soient d'ordre racial, ethnique, culturel, religieux ou autre; cela peut se faire par des programmes d'information et d'enseignement et par des actions de solidarité pratique avec toutes les victimes des préjugés, quelles qu'elles soient et où qu'elles se trouvent.

68. Les camps de travail internationaux et les activités organisées pour aider à l'intégration des jeunes réfugiés et des jeunes travailleurs migrants peuvent constituer un

point de départ pour la promotion de la paix et de la compréhension entre les jeunes et y contribuer de façon pratique. Ces activités peuvent avoir trait notamment aux domaines suivants: information, enseignement, culture, arts, sciences, sports, loisirs et services collectifs. Il faut s'assurer l'assistance des jeunes étrangers étudiant ou travaillant dans le pays afin qu'ils se fassent les intermédiaires de leur propre pays et de leur propre culture et que cela serve à illustrer la situation des victimes des préjugés.

B. A l'échelle régionale et sous-régionale

69. Etant donné que la révision et l'élaboration de politiques et de programmes nationaux en faveur de la jeunesse en vue d'une participation accrue des jeunes à tous les secteurs de la vie sociale, économique, culturelle et politique est un processus à long terme et permanent lancé au cours de la première phase et qu'il doit être développé, exécuté et révisé, de façon permanente, au cours de la deuxième et de la troisième phases de la stratégie, des actions à l'échelle internationale, régionale et sous-régionale servant de support aux actions nationales doivent être mises au point de façon tout aussi permanente.

70. Du fait de la grande diversité des situations et des ressources des pays africains, le rythme de ce processus sera sans doute très différent selon les pays considérés. En outre, la nécessité d'intégrer les politiques et les programmes en faveur de la jeunesse aux plans de développement nationaux échelonnés sur des périodes différentes se traduira par un calendrier différent des activités. Pour toutes ces raisons, la planification des activités à l'échelle sous-régionale et régionale doit être suffisamment souple pour répondre à la diversité des conditions. Il faut que les activités soient réparties tout au long des trois phases plutôt que d'être cloisonnées de façon rigide phase par phase. Seules les activités directement liées à l'acclimation en 1985, de l'Année internationale de la jeunesse, nécessitent un calendrier précis.

71. Au cours de la première phase (1983-1984) il faut insister sur l'aide à accorder aux pouvoirs publics afin de les aider à mettre sur pied les structures nationales de coordination conformément aux principes définis ci-dessus, à évaluer la situation de la jeunesse dans chacun des pays et à lancer le processus d'élaboration de politiques, stratégies et programmes à long terme en faveur de la jeunesse. A cet effet, il faut mettre en place une structure de co-ordination régionale entre les institutions et les organes des Nations Unies sous l'égide de la CEA, conformément aux résolutions 32/197 et 33/202 de l'Assemblée générale, en vue de la coordination des services consultatifs et des programmes d'assistance technique en faveur de la jeunesse. Des structures similaires doivent être créées à l'échelle nationale sous la présidence du représentant résident du PNUD.

72. Les organisations de jeunesse régionales doivent être encouragées à mettre en place une structure de coordination similaire qui jouira d'un statut consultatif auprès de la CEA et qui assurera une liaison étroite avec la Commission pour l'exécution des activités en ce domaine dans la région.

73. Les structures interinstitutionnelles et non gouvernementales doivent tenir des réunions communes pour planifier leur coopération et leur coordination en vue d'aider les pouvoirs publics à exécuter le plan d'action.

74. Il convient de promouvoir la coopération technique entre les pays de la région, particulièrement à l'échelle sous-régionale, qui est celle où les pays connaissent des situations semblables.

75. Les organisations professionnelles régionales et les instituts de formation et de recherche régionaux (y compris les universités) doivent être encouragés à accorder la priorité absolue aux aspects de la promotion de la jeunesse qui correspondent aux domaines dont ils s'occupent; ils doivent être invités à coordonner leurs efforts de soutien à la promotion de la jeunesse avec ceux des structures de coordination mentionnées ci-dessus.

76. Les activités suivantes doivent, par l'intermédiaire des structures de coordination et des mécanismes de coopération mis en place, être planifiées et lancées au cours de la première phase et poursuivies tout au long de la deuxième et de la troisième phase de la stratégie:

a) Prestation de services consultatifs directs aux Etats intéressés, portant sur tous les aspects de l'élaboration des politiques et programmes nationaux en faveur de la jeunesse;

b) Prestation de conseils aux Etats, à leur demande, pour l'élaboration de projets d'assistance internationale en vue de l'exécution de leurs politiques en faveur de la jeunesse;

c) Promotion des échanges permanents entre les pays, échanges relatifs à leurs données d'expérience en ce qui concerne l'élaboration des politiques, des structures et des programmes en faveur de la jeunesse. Ces échanges doivent être particulièrement intensifs à l'échelle sous-régionale entre pays qui connaissent des conditions similaires. Ces échanges d'information peuvent prendre la forme:

- i) D'échanges de rapports et d'études;
- ii) De réunions et séminaires;
- iii) De visites de spécialistes des divers secteurs intéressés;
- iv) D'échange de personnel, à court terme;
- v) De voyages de groupe de jeunes dans les pays voisins en vue d'étudier les programmes en faveur de la jeunesse et prendre part aux activités en ce domaine;
- vi) D'accords entre les universités et les instituts de recherche pour planifier et exécuter en commun un programme de recherche sur la jeunesse;

d) Organisation de Séminaires ayant trait aux activités entreprises en vue d'adapter les systèmes et les programmes d'enseignement aux besoins culturels, sociaux et économiques de chaque pays, dans le cadre d'une stratégie de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines;

e) Organisation de séminaires de formation régionaux et sous-régionaux ayant notamment trait:

- i) A l'élaboration et à la coordination de politiques en faveur de la jeunesse;
- ii) Aux divers types de structures et de programmes en vue d'organiser, de mobiliser et de faire participer les jeunes;
- iii) A la promotion de la participation des jeunes au développement rural;
- iv) Aux activités génératrices de revenus pour les jeunes;
- v) A la promotion de la participation des jeunes aux activités ayant trait à la santé et à l'environnement;
- vi) Aux stratégies pour la participation de la communauté à la prévention et au traitement de la délinquance juvénile;
- vii) A l'intégration sociale des jeunes handicapés;
- viii) A l'assistance aux jeunes réfugiés et à la solidarité entre les jeunes;
- ix) A la promotion, parmi les jeunes, de leur propre culture;
- x) Aux services d'orientation et de conseils pour les jeunes non scolarisés dans les zones urbaines;
- xi) Aux méthodes de préparation à la vie familiale pour les jeunes, scolarisés ou non;
- xii) Aux actions visant à promouvoir l'idéal de paix parmi les jeunes, scolarisés ou non.

f) Organisation de camps de travail internationaux et d'activités bénévoles dans le cadre de la solidarité internationale entre les jeunes;

g) Popularisation, parmi les jeunes, de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos;

h) Promotion de la participation des jeunes aux institutions et réunions régionales.

77. Les ressources du secrétariat de la CEA doivent être renforcées afin de lui permettre d'exécuter le mandat élargi qui lui est confié.

C. A l'échelle internationale

78. A l'échelle internationale, les activités de soutien aux actions nationales et régionales doivent être renforcées au cours de la première phase et doivent se poursuivre tout au long de la deuxième et de la troisième phase:

a) Les Etats doivent, s'ils le désirent, bénéficier d'une assistance pour l'analyse systématique de la situation des jeunes dans le cadre des stratégies et des politiques générales de développement de leur pays:

b) Les Etats doivent, s'ils le désirent, recevoir une assistance sous forme de services consultatifs ou de programmes de recherche, d'études, de rapport ou d'analyses des options qu'ils ont choisis en vue de définir les politiques et programmes nationaux en faveur de la jeunesse:

c) Les commissions régionales et les institutions spécialisées des Nations Unies doivent, en coopération avec les organisations non gouvernementales, organiser des séminaires, des voyages d'étude et autres activités en vue d'un échange d'informations à l'échelle interrégionale, sur les divers aspects de l'élaboration des politiques en faveur de la jeunesse et de la participation des jeunes au développement.

d) Il faut promouvoir et encourager la représentation de la jeunesse africaine à toutes les activités internationales organisées dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse:

e) Il faut encourager les gouvernements à faire participer des représentants de la jeunesse aux délégations nationales aux réunions des Nations Unies et des institutions spécialisées pour illustrer la participation des jeunes à l'échelle internationale:

f) Le Siège de l'ONU doit, en coopération avec les commissions régionales, diffuser des renseignements sur les diverses déclarations et résolutions adoptées par les Nations Unies ayant trait aux jeunes et à leur avenir, notamment la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les Etats, indépendamment de leur système économique et social, ainsi que les diverses résolutions ayant directement trait à la jeunesse, à la promotion de l'idéal de paix et à la participation des jeunes au développement.

IV. DEUXIEME PHASE (1985)

A. A l'Echelle nationale

a) Planification à long terme

79. Il faudra, entreprendre en 1985, dans le cadre des structures nationales de coordination des politiques en faveur de la jeunesse, un examen global et détaillé des progrès accomplis au cours de la première phase. Cet examen doit notamment porter sur:

- i) Les progrès accomplis dans l'élaboration d'une politique d'ensemble en faveur de la jeunesse et les diverses composantes sectorielles d'une telle politique;
- ii) La façon dont ces composantes ont été intégrées aux stratégies et aux programmes coordonnés ainsi qu'aux plans nationaux de développement;
- iii) Les progrès accomplis dans l'organisation de la jeunesse à tous les niveaux et la mise en place d'une structure nationale pour la participation des jeunes;
- iv) L'évaluation de la structure nationale de coordination et de sa capacité à atteindre les objectifs fixés;
- v) L'évaluation des divers projets et de leur exécution dans le cadre des nouvelles structures de coordination.

A la suite de cet examen, il faudra, si nécessaire, procéder à des révisions et définir de nouvelles orientations. Des stratégies, plans et programmes à long terme doivent être mis au point en vue de leur exécution au cours de la décennie 1986-1995.

b) Activités pour l'Année internationale de la jeunesse (1985)

80. Les activités organisées dans le cadre de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse doivent viser à renforcer les principales politiques et stratégies élaborées par les structures nationale de coordination ainsi que la coordination intersectorielle et interinstitutions à l'échelle opérationnelle. Cela peut se faire notamment par l'organisation de campagnes nationales, de concours et d'expositions en coopération avec les institutions gouvernementales et privées ainsi qu'avec les médias, dans les divers secteurs où les jeunes peuvent participer au développement, particulièrement dans les domaines suivants:

- i) La jeunesse et la famille: débats, groupes de discussions, articles, programmes de radio et de télévision et autres activités portant sur les nouveaux besoins de la jeunesse et les nouveaux rôles de la famille au sein de la culture nationale.

- ii) La jeunesse et la production: expositions, par les jeunes, de produits agricoles, d'animaux, de produits d'artisanat, etc.;
- iii) La jeunesse et le développement rural: projets spécialement élaborés par les jeunes pour améliorer les conditions de vie en zone rurale; expositions pour illustrer les réalisations de jeunes ou de groupes de jeunes en ce domaine;
- iv) La jeunesse et l'enseignement: projets et expositions illustrant les projets par lesquels les jeunes contribuent tout spécialement à l'enseignement, à l'alphabétisation, à l'éducation des jeunes handicapés, à l'enseignement de leur langue aux jeunes réfugiés, etc.; projets de recherche par des étudiants sur les divers aspects de la condition des jeunes dans leurs pays;
- v) La jeunesse et la santé: participation massive des jeunes à une campagne axée sur l'un des problèmes de santé les plus importants de leurs pays; campagnes pour illustrer la participation des jeunes à l'amélioration des conditions sanitaires dans leurs familles et dans leurs communautés;
- vi) La jeunesse et l'environnement: participation massive des jeunes au sein de la communauté dont ils font partie ou dans le cadre de projets nationaux de grande envergure (plantation d'arbres, projets de santé publique à l'intention des masses, etc.) ;
- vii) La jeunesse et la culture: festivals de danse, de musique, de poésie, et de théâtre; expositions de tableaux, sculptures et autres œuvres d'art (poterie, tissage, etc.) illustrant la contribution des jeunes à la culture, dans ses aspects aussi bien traditionnels que modernes;
- viii) Concours littéraires: Concours littéraires organisés pour les écoliers, ayant pour thème la vie et les traditions de leur village ou de leur communauté;
- ix) La jeunesse, la science et la technologie: Expositions montrant les techniques nouvelles mises au point par les jeunes pour améliorer les conditions de vie et de travail dans les zones rurales; expositions pour illustrer le rôle joué par les jeunes dans l'introduction d'une technologie appropriée dans leur village;
- x) La jeunesse et les sports: Manifestations sportives et compétitions.

En ce qui concerne la jeunesse, la paix et la compréhension internationale, on peut envisager les activités suivantes:

- i) Projets entrepris par les jeunes, dans le cadre des écoles ou des organisations de jeunesse, en solidarité avec les jeunes étrangers dans leur pays (réfugiés, étudiants, ouvriers migrants) en vue de les intégrer à leurs activités;
- ii) Expositions illustrant la façon dont les jeunes d'autres pays participent au développement de la société;

- iii) Concours littéraires à l'intention des écoliers portant sur la paix et la compréhension mutuelle entre les communautés et les nations;
- iv) Concours d'affiches à l'intention des jeunes sur le thème "la jeunesse: participation, développement, paix";
- v) Emission de timbres postaux, de cartes postales, etc., pour célébrer l'Année internationale de la jeunesse.

B. A l'échelle régionale et sous-régionale

81. Le Secrétariat de la CEA doit coordonner les activités nationales, sous-régionales et régionales organisées pour la célébration de l'Année et leur apporter un soutien technique. Des services consultatifs peuvent être fournis aux Etats membres, à leur demande, pour planifier et exécuter ces activités.

82. Les activités organisées pour la célébration de l'Année internationale de la jeunesse (1985) pourraient notamment comprendre:

- a) Des rassemblements de jeunes au cours desquels des équipes de jeunes pourraient organiser:
 - i) Des activités artistiques (musique et chant, danse, art et artisanat);
 - ii) Des jeux et des sports traditionnels;
 - iii) Des expositions et des séminaires illustrant la participation des jeunes dans les divers domaines du développement de leur pays;
- b) Des camps de travail régionaux et sous-régionaux qui seront le symbole de la solidarité entre les jeunes.

C. A l'échelle internationale

83. A l'échelle internationale, on peut envisager les activités suivantes:

- a) Organisation, en 1985, d'une réunion technique internationale sur le plan d'action mondial de la jeunesse en vue :
 - i) De renforcer la prise de conscience et éveiller l'intérêt de la communauté internationale en ce qui concerne l'Année, les graves problèmes auxquels ont à faire face les jeunes et les difficultés d'appliquer les politiques et les programmes en faveur de la jeunesse;

- ii) D'examiner le plan d'action mondial à long terme et de faire des recommandations à ce sujet à l'Assemblée générale.

Il importe qu'une telle conférence internationale sur la jeunesse se tienne au niveau technique. Les discussions doivent être axées sur l'examen du plan d'action mondial à long terme et sur les propositions en vue de nouvelles actions chaque fois que cela est nécessaire; les participants doivent faire partie de délégations nationales et être de préférence des représentants de l'administration et des comités nationaux de coordination pour l'Année internationale de la jeunesse, là où ils existent, ou encore des organisations nationales qui jouent le rôle de comités de coordination;

- b) Organisation d'un festival international de la jeunesse au cours duquel seront représentées les cultures régionales et sera mise en valeur la participation des jeunes à la société et au développement.

D. Le rôle des institutions spécialisées des Nations Unies
au cours de l'Année internationale de la jeunesse (1985)

84. La contribution spécifique des institutions spécialisées des Nations Unies à l'Année internationale de la jeunesse pourrait prendre la forme d'une assistance concrète en faveur des jeunes: projets ou programmes d'assistance technique devant être lancés en 1985 et pouvant être soit achevés au cours de cette même année, soit poursuivis au cours des années suivantes. Des projets et des programmes en faveur de la jeunesse peuvent être entrepris séparément par chaque institution ou conjointement avec une ou plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies, à l'échelle nationale ou régionale. Les principaux bénéficiaires de ces projets et de ces programmes devraient être les jeunes les plus désavantagés (jeunes handicapés, jeunes ruraux et jeunes femmes). La préférence doit être accordée aux pays les moins avancés. Les projets et les programmes doivent être exécutés en consultation avec les autorités et les organisations de jeunesse non gouvernementales, à l'échelle nationale et régionale, et entraîner la participation active des jeunes intéressés.

E. Le rôle des organisations de jeunesse internationales
non gouvernementales

85. Outre leur participation, aux niveaux national et régional, aux activités mentionnées ci-dessus, les organisations de jeunesse internationale non gouvernementales peuvent contribuer à organiser des contacts et des échanges Nord-Sud, à grande échelle, entre les jeunes. C'est ainsi que des jeunes, du Nord ou du Sud, et notamment ceux ayant eu accès à l'enseignement supérieur ou étant qualifiés sur le plan technique ou pédagogique, pourraient participer soit à des projets d'enseignement ou de formation, en 1985, des jeunes désavantagés soit aux activités nationales pour lesquelles leurs compétences peuvent être requises.

V. TROISIEME PHASE (1986-1995)

86. La troisième phase est celle de l'exécution, de l'évaluation et de la réorientation, à long terme, de toutes les politiques, stratégies, plans et programmes élaborés au cours des deux premières phases de la stratégie générale et décrits ci-dessus. Au cours de cette phase, tous les mécanismes de coordination doivent être renforcés, particulièrement à l'échelle nationale et régionale, à la lumière de l'expérience acquise au cours des deux premières phases.
87. Les Etats pourront, à leur demande, bénéficier d'une assistance pour la création des mécanismes de suivi de l'exécution des politiques et de leur évaluation.
88. Les ressources du programme de la CEA en faveur de la jeunesse et des programmes des autres institutions spécialisées des Nations Unies s'occupant de ces problèmes doivent être renforcées afin que puissent être intensifiés les programmes régionaux de soutien à l'exécution des politiques et les programmes nationaux en faveur de la jeunesse et que soit réalisée la coordination étroite entre les organisations régionales et nationales.
89. Une réunion spéciale de toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales participant à la coordination régionale de la stratégie de l'Année internationale de la jeunesse doit se tenir en 1990 en vue d'évaluer les progrès accomplis et de décider des mesures à prendre pour améliorer l'ensemble du processus. Les différents pays doivent être invités à présenter des rapports d'activités et des recommandations à cette réunion.
90. Au cours de cette dernière phase, le secrétariat de la CEA poursuivra les activités dont il est fait état aux paragraphes 71 et 81.